



LES AMIS DE LA TERRE MIDI-PYRÉNÉES

Nouvelle adresse : 36 rue Bernard Mulé 31400 Toulouse

Nouveau tél : 07 81 90 49 93

Courriel : midipyrenees@amisdelaterre.org

sites : <http://amisdelaterremp.free.fr/> et www.amisdelaterre.org

LA FEUILLE VERTE

A la gare Matabiau, « Big Brother » n'est plus une fiction !

par Ghalia Alem-Raquin

Les visiteurs estivaux de notre région n'ont pas manqué de remarquer la présence de panneaux publicitaires de nouvelle génération à la gare Matabiau. De véritables écrans télévisuels qui s'activent à la détection d'un mouvement. Sur la plateforme de départs, en face de l'affichage des quais, jusque dans les sous-sols menant au métro, rien ne sert de lutter, vous n'y échapperez pas... Ces « Numéri-Flash », comme on les appelle, diffusent des images de publicité animées ou fixes (à quand le son d'ailleurs ?!). Mesurant 90 cm de large pour 160 cm de hauteur, ils sont logés dans des caissons spéciaux et reliés au réseau par un câblage électrique. Depuis juin 2013, on en dénombre pas moins de 15 dans les couloirs de la gare, en sus des 60 panneaux rétro-éclairés et des 40 panneaux illuminés que comptait autrefois la gare (ce chiffre ne comprenant pas les innombrables publicités sur les quais et propres à la SNCF).

L'arrivée dans ces lieux publics de ces nouvelles publicités suscite débats et questionnements à différents niveaux :

A l'heure où l'on prône la sobriété énergétique, l'avènement de ces nouveaux dispositifs n'est-il pas énergivore et leur installation est-elle justifiée ?

Ces panneaux sont dotés de capteurs faciaux capables de compter le nombre de personne observant l'écran, la partie de l'écran observée ainsi que le temps passé devant le panneau. Ces données collectées permettaient à l'annonceur de diffuser des nouvelles publicités sur les smartphones des passants. Il a fallu l'intervention de diverses associations (Résistance à l'Aggression Publicitaire, Danger EcranPub) pour que la CNIL interdise la mise en fonction momentanée de ce dispositif.

Enfin, considérons un dernier point : mouvement, couleurs et luminosité sont trois ingrédients auxquels nos yeux obéissent machinalement. Ces appareils forcent le passant à regarder un objet qu'il ne souhaite pas regarder au départ. Ne s'agit-il pas là d'une nouvelle forme d'invasion de notre espace personnel, d'entrave à notre liberté ? Désormais, le citoyen de demain n'aura plus l'opportunité de se balader paisiblement et le simple fait de prendre le métro sera une source de fatigue. Là encore, est-ce ainsi que nous voyons les villes du futur ?

Les affiches publicitaires n'ont cessé d'évoluer au fil du temps. De la simple annonce papier, nous sommes passés à l'affichage éclairé, puis rétro-éclairé, et aujourd'hui, la dernière trouvaille de nos génies du marketing : l'écran

septembre-octobre 2013

n° 236

LCD !! La consommation de ce panneau est de 1000Wh (700Wh pour sa propre consommation et 300Wh correspondant à la consommation du système informatique nécessaire à sa gestion). Si on considère les horaires d'ouverture de la gare à 7000 h annuelles, la consommation d'un panneau équivaut à 7000KWh par an. Il y aurait près de 1200 panneaux en fonctionnement en France, on aboutit donc à une consommation de près de 8 400 000KWh par an !!! Quand on sait qu'un ménage moyen consomme environ 4700KWh par an, on en conclut que la mise en place de ces panneaux correspond à la consommation de près de 1800 ménages !!!

ALTERNATIBA

« le Village des alternatives au changement
climatique et à la crise énergétique »

Dimanche 6 octobre 2013 - Bayonne

www.bizimugi.eu / info@bizimugi.eu / 05 59 25 65 52

Des bus au départ de Toulouse seront organisés par ATTAC 31

Et pourquoi tant d'énergie dépensée ? Pour nous faire consommer encore et toujours...

Mais avons-nous pris part à cette décision ? Avons-nous eu notre mot à dire quant à ces installations dans ces lieux qui nous appartiennent ? (près de la moitié des gares sont financées par nos impôts) NON

De plus, les nouvelles fonctionnalités de ces machines sont toujours plus intrusives : il s'agissait au départ, grâce aux deux caméras installées, de visionner le type de personne observant une publicité et, à partir de son apparence ou son appartenance supposées (âge, sexe, origine...) de diffuser une publicité tournée vers ses intérêts. La machine se permettait même de diffuser des publicités par Bluetooth sans accord préalable du passant. Ne voit-on pas le déni de démocratie ?! Où et quand le passant, la victime est-elle en capacité de donner son avis ? A Toulouse, on ne peut pas faire 10m sans croiser une publicité.

Toutes ces raisons ont poussé des collectifs anti-pub à s'insurger, ce qui a retardé la mise en place de ces écrans dans nos gares (une première tentative avait été réalisée en 2008). Mais les collectifs ne sont pas les seuls à se soulever, on dénombre près d'un tiers de panneaux vandalisés depuis leur installation (dégradations allant du simple tag à la vitre brisée).

L'arrivée de ces nouveaux supports est symbolique de la civilisation dans laquelle nous vivons : si des individus, de manière indépendante, se révoltent contre ce type de dispositif, c'est qu'ils en ont marre d'être pris pour des vaches à lait, que le moindre espace vide soit réquisitionné pour les inciter à acheter, qu'on leur impose une agression visuelle constante sans jamais leur demander leur avis.

N'oublions jamais que nous avons toujours la possibilité de choisir la forme que prendront les villes de demain. Un site <http://zerowatt.c.la/> propose des kits du parfait « citoyen résistant à la pub ». L'association résistance à l'Aggression Publicitaire (RAP) cherche à mobiliser des groupes locaux pour mener des actions citoyennes. Il est possible de les contacter au 06 76 34 86 49 ou par mail khaled.gaiji@antipub.org. Des moyens de lutter contre ces invasions existent, utilisons-les.

**Réseau Semences Paysannes
fête ses 10 ans (de résistance)
Bon anniversaire et longue vie !**

<http://www.semonslabiodiversite.com/wp-content/uploads/10-mesures-pour-que-vivent-les-semences-paysannes.pdf>

**Lettre ouverte pour une réunion
publique sur les éclairages publics,
dans un bâtiment public, pour le
public**

par Frédéric Boutet

Monsieur le Maire,
Mesdames et Messieurs du Conseil Municipal,

Depuis deux ans, je souhaite que soit organisé un débat public à Montclar-Lauragais sur les éclairages publics. Après maintes tergiversations, le Conseil Municipal a semblé comprendre ma demande mais a refusé d'y accéder.

Je répète que ce refus est une atteinte fondamentale à la démocratie : nous avons le droit de discuter en public de ce que nous avons en commun. Vous nous contestez ce droit. C'est un droit seulement théorique jusqu'à ce que nous nous confrontions à son usage. A force de persévérance, comme d'autres ont persévéré - pour obtenir l'exercice du droit à l'avortement par exemple -, nous obtiendrons son usage concret.

Aujourd'hui, celles et ceux à qui cela fait plaisir de faire sortir de l'argent public pour faire rentrer des déchets nucléaires sont servis. Visiblement, elles et ils ont les faveurs des « décideurs », peut-être les meilleurs arguments ?

Or, il ne nous est jamais permis d'entendre ces fameux arguments qui - semble-t-il - sont percutants aux oreilles des conseillers et du Maire. Quels sont-ils ces arguments ? Quelle chance avons-nous de leur opposer les nôtres devant les autres ? Aucune pour l'instant. Parce qu'il n'y a pas de discussion publique sur ce sujet.

Votre conseil a manifesté le souhait que ce soit moi qui crée une association, achète une assurance, et organise une réunion ouverte à tous dans la salle des fêtes. Mais ce n'est pas pareil : c'est confondre le public et le privé, une confusion bien fréquente.

Si c'était une association de droit privé qui organisait la

discussion sur les éclairages publics, alors il ne s'agirait pas d'une réunion publique. Les pronucléaires s'en moqueraient. C'est pourquoi il est nécessaire que ce soit organisé par le conseil municipal, d'une manière ou d'une autre, puisqu'aujourd'hui, c'est lui qui gère la chose publique. Vous pouvez compter sur moi pour donner un coup de main, mais pas pour l'organiser en mon nom.

En juillet 2012, voyant que les nouveaux éclairages au sol de la place de l'église étaient en place sans qu'aucune discussion préalable n'ait eu lieu, je les ai éteints. Je voulais par ce geste protester contre l'arbitraire auquel nous sommes invités à nous soumettre en l'absence de discussion publique préalable. C'est facile de les éteindre, il n'y a qu'à ouvrir l'interrupteur.

Ces éclairages au sol sont restés éteints pendant quatre mois. Personne ne s'en est rendu compte. Personne n'a manifesté son mécontentement, du moins à ma connaissance. En octobre, un membre du conseil a remarqué l'absence des lumières prévues. Alors, elles ont été remises en service, à nouveau sans aucune discussion publique. Quant à moi, j'attends la liste des préjudices que j'ai fait subir à la population de Montclar en éteignant ces lumières. Ce legs que vous faites aux jeunes générations en leur fabriquant des déchets nucléaires pour qu'ils payent leur gestion éternelle, je ne crois pas qu'il vous grandisse. C'est mon droit de le croire.

Au Moyen Âge, certains croyaient qu'on pourrait transformer le plomb en or et payaient pour cela les laboratoires de recherche. Aujourd'hui, vous avez le droit de croire à ce qu'un jour, « on » trouve la solution à ce problème de la radioactivité des déchets nucléaires. Mais alors, tant qu'à faire perdre à l'uranium son caractère radioactif, autant le transformer en or au passage, non ?

S'il prenait l'idée à la nouvelle équipe 2014 de monter des commissions ouvertes aux habitants, j'y souscrirais. Cependant, en attendant, vous comprendrez qu'on a déjà eu assez des déchets pour cette année. Ne vous étonnez pas qu'en attendant que soit organisée une réunion publique sur ces lumières à Montclar, elles se retrouvent parfois éteintes, arbitrairement.

Bien sûr, vous avez pensé à organiser une réunion publique pour savoir si on doit organiser une réunion publique sur les éclairages publics. Ce serait aussi une excellente initiative.

Je vous prie d'agréer mes salutations circonstanciées.

Plus d'infos et des photos sur : <http://www.p-plum.fr/?Pollution-a-Montclar-Lauragais>

**La plus grande catastrophe
technologique de tous les temps se
déroule à Fukushima**

par Marc Saint Aroman

Une communication officielle étouffant une vérité lourde

Devant la crise atomique qui sévit au Japon, le lobby atomique mondial s'est contenté de jeter une chape de plomb sur la vérité et une chape de mépris sur la catastrophe de Fukushima qui peut donc se dérouler en silence. Quelques pics de communication surviennent quand l'impact sur l'environnement ou la dimension des problèmes deviennent impossibles à cacher à des observateurs indépendants. Trois mensonges sont répétés en boucle depuis le 11 mars au niveau mondial : - Pas de mort du nucléaire à Fukushima - Aucun effet sanitaire en dessous de 100 mSv/an - Fukushima

représente 10 % de rejets de Tchernobyl.

La réalité technique de la situation des réacteurs est impossible à établir aujourd'hui suite au niveau énorme de radiations qui détruit instantanément tous les robots et les caméras. Lors de la lutte contre le feu atomique à Tchernobyl, les russes démontrèrent que seul le cerveau humain résiste à des radiations gigantesques mais quelques minutes seulement.

Une catastrophe toujours non maîtrisée en 31 mois de travaux intenses

En 1986, les russes sacrifièrent des travailleurs de tout le territoire de l'ex-URSS pour réussir à éteindre le feu atomique depuis les airs et directement au sol en une dizaine de jours. Ils réussirent également à construire un bunker sous le réacteur pour préserver la nappe phréatique du cœur fondu. Rien de cela n'a pu être réalisé à Fukushima où de l'eau se contamine en permanence lors de son passage au contact du combustibles des réacteurs 1, 2 et 3 en grande partie à l'état de lave. Une partie de cette eau est probablement « recyclée » en traversant des résines échangeuses d'ions : ces résines se contaminent à leurs tours en radioéléments et viennent grossir les stocks de déchets hautement toxiques. Quand les eaux de recirculation deviennent trop radioactives elles finissent - pour partie (450 000 m³) - stockées dans un millier de réservoirs, conteneurs inadaptés mais qui ont le mérite d'exister, pour partie dans la nappe phréatique et pour partie enfin dans l'océan.

8° foire bio du Grand Toulouse

Dimanche 20 octobre

La Ramée - Tournefeuille (Nous y serons !)

entrée gratuite -9h30-18h

marché bio - restauration- animations - conférences-
débat- bourse d'échange de graines

Une menace permanente de séisme

Comme toujours, la difficulté consiste en la prévision de ce qui va advenir pour déterminer l'urgence des actions à conduire. Tepco a, parmi ses travaux d'Hercule, lancé une course contre la montre pour bâtir un dôme sur le réacteur 4 afin d'assurer une protection biologique pour vider la piscine de combustible. Deux experts critiques sur le nucléaire, Yves Lenoir et Kriss Busby ont deux visions diamétralement opposées de ce qu'il adviendrait en cas de séisme et de dénoyage des combustibles : pour le premier, la catastrophe serait terrible mais circonscrite au site et, pour le second, la vie serait menacée sur tout l'hémisphère nord : il ne reste plus qu'à espérer que Tepco réussira son exploit de vider le combustible avant la survenue du prochain séisme majeur. Si ce séisme devait arriver, il pourrait également éventrer les réservoirs de stockage et répandre encore et encore de l'eau hautement contaminée. D'ores et déjà, le 4 septembre dernier, un violent séisme (niveau 6,5 sur l'échelle Richter), une tornade et des pluies diluviennes ont frappé le nord du Japon mais RAS... Pourtant, 2 jours plus tard, Tepco annonçait qu'une grue s'était affaissée sur le réacteur n°3 de Fukushima.

Des expositions à la carte et à la dose

A Fukushima, comme à Tchernobyl un quart de siècle avant, des milliers de travailleurs se relaient 24 h / 24 sur le site pour tenter de limiter les conséquences de la catastrophe. Paul Jobin, sociologue spécialiste du Japon, notait qu'en 7

mois, 18 000 intervenants avaient travaillé sur le site avec 8 niveaux de « qualification » différents et il précisait que les personnels des trois derniers niveaux n'étaient très probablement pas comptabilisés dans ces données. Voici un classement hiérarchique de ces sacrifiés - niveau 1 pour les salariés de Tepco, l'opérateur de la centrale - 2 pour les fabricants de réacteurs à bonne couverture sociale qui constitue le haut du panier - 3 et 4 les ouvriers qualifiés de PME du nucléaire (plombiers, chauffagistes, électriciens, etc.) - et, toujours selon le sociologue, les niveaux 5 à 8 « constituent un monde très opaque, avec des modes de recrutement assez sauvages, via les agences d'intérim ou la pègre ». Pour lui, cette moitié des intervenants ne fait l'objet d'aucun suivi radiologique et de santé.

Des souffrances et des morts en devenir

Pour les seuls travailleurs qui ont reçu un suivi sanitaire, 1 973 d'entre eux ont reçu une dose à la thyroïde supérieure à 100 mSv/an et seront affectés par des problèmes de santé (*Le Monde* du 19/07/2013). Selon le quotidien japonais *Asahi Shimbun*, la société de construction *Build-Up* aurait demandé à une dizaine de ses ouvriers de recouvrir de plomb leurs dosimètres. Pour les travailleurs qui ne disposent d'aucun suivi, il s'agit d'étrangers, en particulier de philippins et de « burakumin », descendants d'une caste de parias ou plus généralement de travailleurs issus de familles pauvres. Pour les travailleurs décédés comme le directeur, qui est resté en permanence sur le site pour coordonner les actions à mener, Tepco affirme que la mort n'est jamais liée au travail sur la centrale dévastée ni aux radiations. Le nucléaire semble être le seul secteur industriel dans lequel un employeur peut s'auto-déclarer hors de cause sur des atteintes physiques dont sont victimes ses salariés...

Des inégalités sociales exacerbées par la crise atomique

Alors que quelques japonais aisés sont partis se reconstruire un nid douillet en Inde avec golf et piscines loin des radiations de Fukushima, la grosse majorité de la population est condamnée à vivre dans des territoires hautement contaminés. Femmes, enfants et hommes ont leurs cellules qui se désintègrent en silence avec pour principal effet visible de grandes fatigues chroniques.

19° fête de la nature de Ramonville

Samedi 5 octobre

10h-19h (entrée gratuite)

lieu : Ferme de cinquante (et nous y serons aussi !)

Des médecins qui font retourner Hippocrate dans sa tombe

Conformément à son engagement auprès de l'AIE, l'Organisation Mondiale de la Santé qui fait toujours passer l'intérêt de l'atome avant la préservation de la santé humaine, annonçait, 3 jours après la catastrophe, que les risques pour la santé publique causés par les fuites radioactives survenues dans les centrales nucléaires au Japon étaient minimes. Lors d'un congrès de l'IRSN, en novembre 2012, plusieurs scientifiques se sont succédés à la tribune pour affirmer qu'en dessous de 100 mSv/an il n'y avait aucun problème sanitaire. Pourtant, la réglementation européenne fixe cette limite à 1 mSv par an tout en reconnaissant que, même à ce niveau, il peut y avoir un impact sanitaire.

Un impact au Japon mais aussi au niveau mondial

D'énormes quantités de radionucléides de toutes sortes ont été rejetées dans les premiers jours de la catastrophe. Parallèlement, l'Océan Pacifique a reçu des quantités gigantesques de radioactivité. Les chiffres de rejets depuis la centrale dévastée sont toujours inconnus et des données les plus fantaisistes ne cessent de circuler. Des éléments sur des contaminations énormes concernant la faune sortent épisodiquement dans les médias : le 21 août dernier c'était une truite qui était annoncée à 150 000 becquerels par kilogramme et une rascasse à 254 000 Bq/kg - alors que la norme japonaise est de 100Bq/kg. Dans la communication, il est essentiellement question d'iodes et de césiums et parfois de tritium alors que plus d'un millier de radioéléments contaminent la planète. Il a été affirmé que la contamination était locale et que l'océan était suffisamment grand pour diluer la radioactivité. Pourtant des phénomènes de concentration existent et les courants ont transporté la radioactivité sur les côtes américaines en quelques semaines seulement. Toujours en pointe sur le mensonge un responsable français annonçait que les 300 m3 rejetés en mer quotidiennement n'étaient rien de plus qu'une lance d'incendie de pompier. Quand on sait que cela correspond à la quantité rejetée quotidiennement par l'usine de retraitement de La Hague (486 t/jour de déchets radioactif en moyenne en 1994) dans la Manche on comprend mieux la manipulation.

Des coûts exorbitants

En plus des coûts humains inestimables déjà abordés, il faut souligner les coûts financiers de la catastrophe. Tepco a été sauvé de la faillite par l'Etat japonais et continue de recevoir des aides financières par dizaines de milliards. Il est affirmé que le Japon se ruinerait pour importer massivement des matières fossiles pour compenser la mise à l'arrêt de tous ses réacteurs atomiques. Ceci est faux puisque, avant la catastrophe, 92 % de l'énergie finale consommée au Japon était d'origine fossile et renouvelable. La dure vérité est incontournable : c'est bien la crise atomique qui enfonce

inexorablement le Japon comme le fit Tchernobyl pour l'Ex-URSS. Le nouveau premier ministre japonais et l'AIEA tentent une impossible communication pour redémarrer les réacteurs mais les faits sont incontournables et la vérité fuit autant que le site dévasté.

Pour demain, une seule solution s'impose : la mise en place d'une solidarité financière et technique mondiale - non pas pour une impossible gestion de la catastrophe - mais pour une limitation maximale de ses dégâts avec une accélération de la réalisation des travaux. En parallèle, il y a nécessité de mise à l'arrêt d'urgence du nucléaire civil et militaire au niveau mondial.

Appel à la mobilisation anti-nucléaire

Deux ans et demi après le début de Fukushima, bon nombre de consciences se sont, semble-t-il, endormies. En France, la centrale de Fessenheim n'est toujours pas arrêtée. Pire, des millions d'euros y sont encore dépensés dans des travaux. N'attendons pas qu'une autre catastrophe arrive et réaffirmons notre détermination d'en finir avec le nucléaire ! Nous constituons un groupe pour mener une action régulière sur Toulouse : mensuelle ou hebdomadaire, banderole et distribution de tracts ou autres, à décider ensemble. Si vous souhaitez participer, merci de contacter Elsa (elsa.boudy@free.fr)

Conférences de l'atelier OASIS

(Osons Adopter la Simplicité Solidaire)
Maison de la philosophie, 29 rue de la digue, Toulouse
<http://www.alderan-philosophie.org/content/programme-de-lann-%C3%A9-cercle-simplicit%C3%A9-volontaire>

Réunions mensuelles publiques des Amis de la Terre Midi Pyrénées

ATTENTION, CHANGEMENT DE JOUR ET DE LIEU !

Tous les 4^{ème} mercredi de chaque mois, à 20h15/20h30 à la salle Castelbou 22 rue Léonce Castelbou, Toulouse, métro Compans-Caffarelli, entrée libre

- **mercredi 25 septembre : L'insoutenable « modernisation » de l'élevage : projection-débat de « Mouton 2.0 » sur le puçage des animaux avec des éleveurs du collectif « Faut pas pucer »**
- **mercredi 23 octobre : Se préparer aux défis du siècle : la transition vers l'agroécologie projection-débat de « Cultures en transition » dans le cadre du festival « Alimenterre »** (<http://www.festival-alimenterre.org>)

Mailing liste des ATMP : Pour s'inscrire, envoyez un e-mail à amisdelaterremp-request@ml.free.fr avec comme sujet « subscribe » (« unsubscribe » pour se désinscrire)

LA FEUILLE VERTE DES AMIS DE LA TERRE MIDI PYRENEES
Directeur de publication : Sébastien Sajas Nouvel ISSN en cours
Mise en page, relecture, synthèse : Pauline R. et Sébastien Sajas
N°236 septembre-octobre 2013 Imprimé par nos soins.

Tél-répondeur : 07 81 90 49 93 courriel : midipyrenees@amisdelaterre.org

COTISATION (*): (Abonnement au journal des Amis de la Terre, *La Baleine*, inclus) SOUHAITABLE POUR UNE PERSONNE : 40 € COUPLE : 66 €

PETIT BUDGET : 10 € (ou davantage)

DONS (*): (*) Déductible des impôts à 66%

NOM.....PRÉNOM..... DATE.....

ADRESSE.....

Tél : Courriel (en majuscules).....

MONTANT VERSÉ : MODE DE PAIEMENT : Chèque (à l'ordre des ATMP) Espèces Autre :

.....

Centres d'intérêts : Agriculture, Air, Arbres-Forêt, Biodiversité naturelle et cultivée, Climat, Déchets, Décroissance, Eau, Éco-construction, Énergie, G Habitat bioclimatique, Nano-Technologies, Nucléaire, Pollution électromagnétique, Risques industriels, Santé, Transports, Urbanisme, etc